

Des parents interpellent le rectorat et la préfecture de police de Paris face à l'escalade de la répression policière des manifestations lycéennes

Communiqué

Paris, le 18 juin 2025

Le jeudi 6 juin 2024 dans la soirée chez une quarantaine de parents de lycéens et lycéennes, le téléphone sonne, le numéro est masqué. On répond, le cœur se met à battre plus vite, l'appel provient d'un commissariat - commissariat du 3e, du 5e, du 17e, du 18e ou du 20^e. Il annonce à chaque parent la garde à vue de leur enfant et le droit à un avocat. Quelques heures plus tôt, les personnes présentes devant le lycée Hélène Boucher assistaient, médusées, à la sortie de 48 jeunes menotté·es - plus de quarante sont mineur·es - et emmené·es dans des paniers à salade au vu de tous. Ils et elles voulaient occuper le lycée pour alerter sur la situation à Gaza et refaire de ce lycée un lieu de parole et d'échanges.

Des rassemblements de parents, lycéennes, lycéens, professeurs, s'organisent, impromptus, devant chaque commissariat, pour protester et soutenir.

Le 7 juin 2024, le lendemain, la fin de la garde à vue est signifiée, chaque parent doit aller chercher son enfant. Chaque parent reçoit, stupéfait, bouleversé, le récit de son enfant. Et nous, parents, sonnés, révoltés, nous nous retrouvons le samedi 8 juin devant le lycée Hélène Boucher pour protester, nous réchauffer aussi, et commençons à construire ce collectif.

Pour tous les lycéens et toutes lycéennes mineur.es, l'affaire du 6 juin 2024 sera classée sans suite.

Mais pas pour nous !

Cette expérience singulière et terrifiante nous questionne. Nous commençons à nous intéresser à ce qui se passe devant les lycées à chaque fois que des élèves souhaitent, pour une raison ou une autre, s'exprimer.

Nous avons enquêté, récolté des témoignages et des images, nous avons demandé à nos enfants de raconter comment se passaient les blocus, nous avons nous-mêmes observé ces mobilisations et leur répression.

Ce que l'on découvre est effarant : ce qui s'est passé au lycée Hélène Boucher pour nos enfants le 6 juin 2024 n'est pas un cas isolé. C'est une façon de répondre quasi systématique à tout mouvement devant les lycées.

Si l'on s'en tient uniquement aux deux dernières années et à Paris, nous avons répertorié :

16 octobre 2023 - lycée Jacques Decour : charge - coups - utilisation de taser - insultes & humiliations.

22 décembre 2023 - lycée Sophie Germain : charge - coups avec matraque - blessures d'élèves - insultes & humiliations.

1^{er} février 2024 - lycée Voltaire : charge - coups - gaz lacrymogène - nasse de la BRAV-M - insultes & humiliations - 20 interpellations dont au moins 3 lycéens en gardes à vue.

15 mars 2024 - lycée Balzac : charges - étranglements - coups de matraque - insultes & humiliations - 2 gardes à vue.

29 mars 2024 - lycée Paul Valéry : charge - gaz à bout portant - plaquage ventral avec genou sur le cou - insultes & humiliations - 2 gardes à vue.

23 avril 2024 - lycée Colbert : violentes interpellations - plaquage au sol - insultes & humiliations - 4 gardes à vue dont un déferrement.

3 mai 2024 - lycée Claude Monnet : charge - chasse à l'homme - tabassage - gazage - insultes racistes avérées & humiliations - matraquage - LBD - coups donnés à l'intérieur des voitures banalisées de la BRI et de la BAC - 10 interpellations - 7 gardes à vue.

6 juin 2024 - lycée Hélène Boucher : LBD et armes de service pointées sur les jeunes - gazage en lieu clos - menottage - insultes & humiliations - propos sexistes et transphobes - 48 interpellations - 48 gardes à vue.

3 décembre 2024 - lycée Victor Hugo : coups - charge - fort gazage - strangulation - insultes homophobes - 13 gardes à vue.

19 mars 2025 - lycée Diderot : arrestation musclée et 4 gardes à vue.

21 mars 2025 - même lycée Diderot : plusieurs charges et gazages - coups multiples - insultes racistes et homophobes - 11 gardes à vue.

Le même jour, un match de foot organisé stade de la Grange-aux-Belles donne lieu à 3 gardes à vue.

Nous pensons à ce qu'ont vécu nos enfants, à ce qu'ils ont vu, entendu et ressenti. Nous l'approchons par leurs récits et les images qui ont circulé :

celles du lycée Hélène Boucher, publiées il y a deux semaines : on y voit les lycéens et lycéennes enfermés dans une salle de classe, des policiers qui braquent leurs armes sur elles et eux en hurlant, et qui font chuter gratuitement et violemment un jeune au sol ;

celles du lycée Victor Hugo, on y voit de nos yeux deux compagnies spéciales d'intervention (CSI), et outre les habituels LBD et gaz lacrymogènes, des policiers qui étranglent des jeunes filles.

Et nous pensons à tous les récits et témoignages qui n'ont pu être recueillis, à tous les faits qui n'ont pas pu être photographiés ou filmés.

Cette liste d'évènements et ces images donnent le vertige. Et pourtant, encore une fois, elles ne concernent que les deux dernières années scolaires et Paris. Elles sont à compléter pour tout le territoire. Nous sommes conscients que les lycéennes et lycéens des établissements de l'Est parisien sont touchés par ces pratiques bien après les autres, en particulier ceux des quartiers populaires. C'est notre tour de constater qu'un processus de répression de la jeunesse est à l'œuvre :

systématiquement les forces de l'ordre sont dépêchées en surnombre, sur-armées, menaçantes et violentes ;

systématiquement les élèves sont humiliés et insultés ;

systématiquement des délits sont créés de toute pièce pour justifier des gardes à vue de 24h - parfois plus. Sur les dizaines de jeunes interpellés, mis en garde à vue, privés de liberté et passant au moins une nuit en cellule, 99 % sont relâchés sans aucune poursuite, et les affaires sont classées sans suite, puisqu'il n'y a *rien* à reprocher aux élèves en question. À part qu'ils et elles se mobilisent.

L'hypothèse du surinvestissement de quelques policiers en roue libre n'est pas de mise. Sur les images de Victor Hugo, on voit, au milieu de ce dispositif, un haut gradé, commissaire principal et chef de district pour Paris Centre. Il y a une logique, une stratégie mise en œuvre de laquelle participent de fait *et* la préfecture *et* le rectorat. Les lycéennes et lycéens feraient-ils peur ? Ces institutions ne défendent pas nos enfants, elles s'organisent pour réprimer dans la violence leur volonté de se manifester sur l'ordre du monde. Et nous en tout cas, parents, nous avons peur de ce qu'elles peuvent faire à nos enfants.

Nous ne pouvons pas passer sous silence qu'un chef d'établissement refuse le dialogue avec ses élèves et réponde par la violence.

Nous ne pouvons pas passer sous silence l'appel systématique à des forces de police, dont les missions, les équipements et les entraînements ne sont absolument pas adaptés à leur intervention sur les blocus : GSO, BRAV-M, Bac et aussi, parfois, brigades antiterroriste et canine.

Nous ne pouvons pas passer sous silence l'intrusion de plus en plus systématique de la police à l'intérieur des lieux d'enseignement.

Nous ne pouvons pas passer sous silence qu'un policier pointe son arme de service sur un mineur, a fortiori à l'intérieur d'un établissement scolaire.

Nous ne pouvons pas passer sous silence les violences verbales et physiques assénées aux lycéens et lycéennes sur les blocus.

Nous ne pouvons pas passer sous silence cette systématisation des interpellations et gardes à vue pour des délits inexistantes et le fichage des élèves engagés.

Et nous ne pouvons pas taire nos interrogations sur le silence des autorités publiques et de la direction du lycée Hélène Boucher suite à la diffusion d'images qui montrent clairement la violence de la police à l'égard des jeunes à l'intérieur de l'établissement.

Nous refusons que la normalisation de la violence s'imprime dans les esprits.

Au regard du caractère systématique de la répression, nous exigeons une audience conjointe auprès du préfet de police de Paris et de la rectrice de l'académie de Paris.

En tant que citoyen·nes, nous voulons d'abord leur demander des comptes sur ce qui s'est passé et des éclaircissements sur leurs responsabilités respectives.

Nous voulons par ailleurs obtenir la garantie que ces faits ne se reproduisent pas, ni dans les établissements scolaires ni ailleurs.

Nous revendiquons la sanctuarisation des lycées et de leurs parvis.

Le rectorat et les chefs d'établissement doivent retrouver et assumer leurs missions premières de protection et d'éducation de tous les élèves.

La répression systématique, policière et judiciaire, des mouvements lycéens doit cesser, qu'elle vise les jeunes en raison de l'endroit où ils et elles vivent, de leurs revendications ou/et de leurs opinions.

Les jeunes méritent d'être entendu·es et non réprimé·es.

Un collectif de parents indignés par la répression des mobilisations lycéennes.

Contact : collectifpihb@gmail.com

N'hésitez pas à nous contacter pour demander des informations ou pour nous rejoindre.